

Le Maroc a-t-il réussi à surmonter les goulots d'étranglement récents? Analyse et pertinence des stratégies mises en place

Has Morocco managed to overcome recent bottlenecks? Analysis and relevance of implemented strategies.

Auteur 1 : Kaoutar SABONI

Auteur 2 : Laila BENNIS

Auteur 3 : Nour-Eddine ANGUER

Kaoutar SABONI, Doctorante
École Nationale de Commerce et de Gestion de Kenitra
Université Ibn Tofail - Maroc
Laboratoire de Recherche en Sciences de Gestion des Organisations

Laila BENNIS, Enseignant chercheur
École Nationale de Commerce et de Gestion de Kenitra
Université Ibn Tofail - Maroc
Laboratoire de Recherche en Sciences de Gestion des Organisations

Nour-Eddine ANGUER, Doctorant
Université Ibn Tofail - Maroc
Laboratoire de Recherche en Sciences de Gestion des Organisations

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : SABONI . K, BENNIS .L & ANGUER .N E (2024) « Le Maroc a-t-il réussi à surmonter les goulots d'étranglement récents? Analyse et pertinence des stratégies mises en place », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 23 » pp: 0610 – 0626.

Date de soumission : Mars 2024

Date de publication : Avril 2024



DOI : 10.5281/zenodo.11110495
Copyright © 2024 – ASJ



Résumé :

Le Maroc comme tous les pays du monde a subi dans son histoire des crises économiques et financières qui ont impacté l'économie réelle et attribués à la précarité sociale. La récente crise du Covid 19 et le conflit géopolitique qui a suivi entre l'Ukraine et l'épidémie ont eu un impact significatif sur l'économie marocaine et le choc pluviométrique qui a eu de graves conséquences sur l'économie marocaine après des années de sécheresse. Pour appréhender la crise, le Maroc ne ménage aucun effort pour secourir l'économie marocaine. La méthodologie adoptée dans cet article est une étude approfondie des rapports officiels des organisations internationales sur l'économie marocaine, ainsi que des articles liés au sujet, Cet article rappelle brièvement, dans un premier temps, l'impact des crises internationales récentes Covid19, l'invasion de la Russie en Ukraine sur le Maroc et les chocs pluviométriques. Dans un deuxième temps, il met l'accent sur l'évaluation des réponses à court terme apportées par les pouvoirs publics et les autorités monétaires face aux crises et la pertinence des stratégies sectorielles de résilience de l'économie marocaine qui ont permis de surmonter la crise. L'objectif principal de cette étude est d'évaluer la pertinence des stratégies mise en place par le Maroc pour faire face aux crises récentes, dont la conclusion détermine que les démarches gouvernementales ont réussi d'atténuer les conséquences de la crise mais reste toujours insuffisant.

Mots clés : Economie marocain ; crise de Covid19 ; la crise Ukraine –Russe ; Chocs pluviométriques ; stratégies sectorielles

Abstract:

Morocco, like all countries in the world, has suffered economic and financial crises throughout its history, impacting the real economy and contributing to social insecurity. The recent Covid 19 crisis and the ensuing geopolitical conflict between Ukraine and the epidemic have had a significant impact on the Moroccan economy, as has the rainfall shock which has had serious consequences for the Moroccan economy after years of drought. To tackle the crisis, Morocco is sparing no effort to rescue its economy. The methodology adopted in this article is an in-depth study of the official reports of international organizations on the Moroccan economy, as well as articles related to the subject. Firstly, this article briefly recalls the impact of recent international crises such as Covid19, Russia's invasion of Ukraine on Morocco, and rainfall shocks. Secondly, it focuses on the evaluation of the short-term responses of public and monetary authorities to the crises, and the relevance of the sectoral resilience strategies of the Moroccan economy that enabled it to overcome the crisis. The main aim of this study is to assess the relevance of the strategies put in place by Morocco to cope with the recent crises, concluding that governmental approaches have succeeded in mitigating the consequences of the crisis, but are still insufficient.

Keywords: Moroccan economy; Covid19 crisis; Ukraine-Russia crisis; Rainfall shocks; sectoral strategies

Introduction :

Les catastrophes climatiques, les pandémies, les troubles politiques, les conflits militaires, opacité des marchés, la complexité des instruments sont les déclencheurs des crises mondiales, ses crises impactées les marchés, menacent la stabilité économique nationale et internationale, cette incertitude pèse sur la liquidité des marchés et sur l'intensité des investissements et ralentit la croissance économique. Les pertes subies par les crises peuvent prendre beaucoup de temps pour se remettre complètement et même continuer à avoir des conséquences sur l'économie nationale et mondiale sur le long terme, dans le sens où chaque crise est unique et difficile d'évaluer sur la base d'un seul indicateur quantitatif. Pour cerner la crise les gouvernements n'épargnent aucun effort pour protéger les secteurs productifs, ainsi qu'à tous les échelons, soit national, continentale où bien international, par plusieurs démarches prises de la structure générale de l'économie nationale vers les entreprises contaminées. Dont le but de sortir de la crise socio-économique.

Le Maroc, à l'image des pays émergents, a été toujours impacté par la crise internationale étrangère sois sur le plan économique que sur le plan financier. Elle influence l'investissement direct étranger, commerce extérieure et les flux à caractère purement financier car le marché financier marocain n'a pas encore atteint une maturité significative au niveau d'intégration aux marchés internationaux. La crise récente de Covid 19, suivit par le conflit géopolitique entre l'Ukraine et la resseue ont beaucoup impacté l'économie Marocaine. Les études faites dans le contexte de la crise de Covid 19 sont énormes et définie en détails l'impact de la crise et les démarches entretenir pour les dépasser, tant que les conséquences de la crise géopolitique entre la Russie et l'Ukraine ne sont pas identifier sur le Maroc, étant donné que le conflit n'a pas encore été résolu, plus les chocs pluvians récentes. L'objectif de cet article c'est de répondre à la question suivante : **le Maroc a-t-il réussi à régulariser les crises récentes : la crise de Covid 19, les retombés de la crise Ukrainienne-Russe et les chocs pluviométriques?**

Ce qui nous amène aux questions suivantes :

- Qu'il est l'impact des crises récentes sur l'économie marocaine
- Qu'elles sont les politiques entreprendre pour la régularisation des crises récentes
- Qu'elle est l'expérience sectorielle marocaine en contexte de la crise de Covid 19

L'originalité de cet article c'est d'analyser la pertinence des stratégies entreprendre par le Maroc pour faire face à la crise de Covid 19 et déterminé l'impact et la résilience de la crise Russe-Ukraine. Ainsi, que les chocs pluviométriques qui ont impacté fort l'économie marocaine après des années successives de sécheresse. Les crises récentes sont un impact négatif sur la stabilité économique et financier internationale comme nationale. Face à cette

situation délicate le Maroc a entreprendre des politiques sectorielles pour remédier les effets néfastes des crises récentes. La méthodologie adoptée dans cet article a été menée par une étude élargie des rapports officiels des différentes organisations nationale et internationale sur l'économie marocaine et des articles en relation avec la thématique, l'objectif derrière cette analyse était l'étude et l'évaluation des stratégies entreprendre adopté par le Maroc pour qu'il puisse surmonter les goulots d'étranglements récentes. A travers l'étude de l'impact et la résolution des crises récentes sur l'environnement économique internationale de manière plus développé, et sur le développement de l'économie nationale d'un point de vue ciblé.

Cet article passe brièvement en revue, tout d'abord, l'impact de la récente crise internationale du coronavirus, de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et des chocs pluviométriques sur le Maroc. Deuxièmement, il souligne la pertinence d'évaluer les réponses à court terme apportées par les autorités publiques et monétaires face à une crise, ainsi que les stratégies de résilience des secteurs économiques marocains, qui ont permis au Maroc de surmonter la crise.

I- L'économie marocaine et l'impact des crises récentes

1- la situation du Maroc par rapport à l'économie mondiale

Dans un contexte international instable, la croissance économique mondiale devrait ralentir à 2,7 % en 2023, suivie de 3,3 % en 2022, avant de se redresser pour atteindre progressivement 2,9 % en 2024. Le déploiement de mesures rigoureuses en matière de politique monétaire visant à enrayer l'inflation explique cette baisse des perspectives, qui devrait entraîner une dégradation de la confiance des agents économiques, un impact sur les investissements et finalement sur la croissance. En outre, la reprise du risque financier et la poursuite de la guerre en Ukraine, qui conduisent à une plus grande fragmentation géoéconomique, devraient entraîner l'évolution prévue de l'économie mondiale. Il est important que les politiques monétaires continuent de lutter à la fois contre la hausse des prix et les conséquences économiques d'une instabilité financière potentielle. En outre, dans la majorité des économies, il est prévu que les mesures budgétaires continueront de soutenir l'activité en 2023 avant de se retirer progressivement en 2024 pour réduire la charge de la dette, qui a été alourdie par la pandémie et les coûts élevés de financement. (HCP, 2023)

Tableau N°1 : Aperçus sur l'économie mondiale

Pays	2022	2023	Prévision 2024
USA			
Croissance économique	2.1 %	1.1 %	0.8 %
Inflation sous-jacente			2 % (Objectif fin 2024 par la RF)
Zone Euro			
Croissance économique	3.5 %	0.4 %	1.3 %
Inflation sous-jacente			(Reste supérieur de l'objectif retenu par BCE)
Economies émergents	3.0 %	5.6%	4.6%(réduction Taux directeur)
Chine	7.2%	6.3%	
Inde		1.2%	6.3%
Brésil			1.4%

Source HCP 2023

L'économie du Maroc rencontre des difficultés en raison de sa forte dépendance aux importations et de la pression inflationniste. La dépendance du pays à l'égard des importations de produits tels que la nourriture et les animaux vivants, exacerbée par l'impact négatif d'années consécutives de sécheresse, est un défi important pour l'économie. De plus, les pressions inflationnistes sur les marchés mondiaux, en particulier sur les prix des matières premières, peuvent avoir un impact plus important sur l'économie. (HCP, 2023). Des mesures devraient être prises pour améliorer la production nationale et réduire la dépendance aux importations afin de résoudre ces problèmes.

Tableau N° 2 : Principaux indicateurs macroéconomiques au MAROC

	2022	2023	2024
Evolution de la croissance économique nationale en %			
PIB (Produit Intérieure Brut)	-1.3	3.3	3.6
VANA (Valeur Ajouté Non Agricole)	-3.0	2.9	2.9
VAP (Valeur Ajouté Primaire)	-12.7	6.6	8.2
Inflation	3.1	2.8	1.8
Principaux Ratios (en % du BIP)			
Déficit commercial	-23.2	-21.8	-22.1
Besoin de financement	-3.5	-0.8	-1.0
Déficit Budgétaire	-5.2	-4.8	-5.0
Taux d'endettement globale	86.1	85.8	86.5

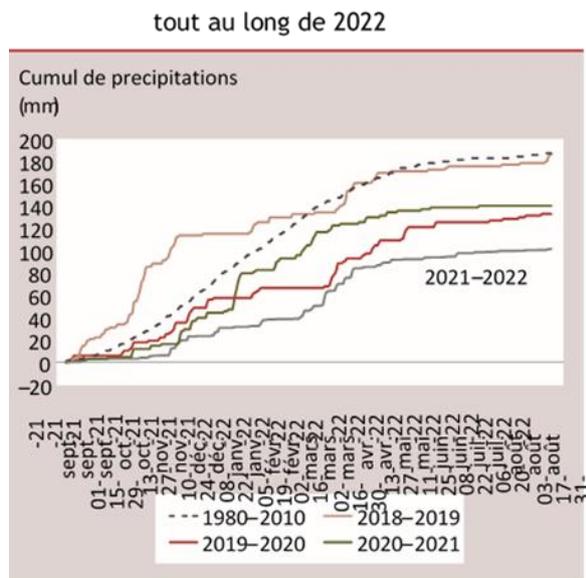
Source HCP : Budget exploratoire 2024

2- l'impact des crises récentes sur le Maroc

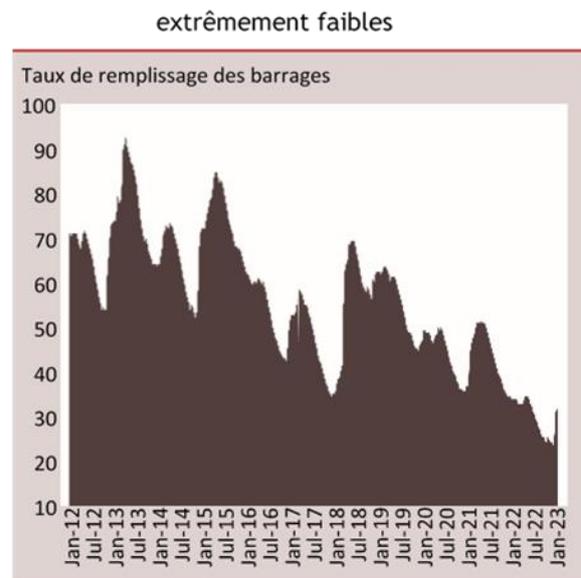
La crise de Covid 19 a mis le monde en pause, et comme le Maroc fait partie, il est fortement impacté par ces conséquences désastreuses, surtout que l'économie marocaine est caractérisée par sa fragilité. Le Maroc est affecté par l'inflation en raison de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, la hausse des prix est la conséquence, dont l'augmentation des coûts d'importation et la variation du taux de change. La chaîne d'approvisionnement internationale a été marquée par une instabilité accrue, surtout que la Russie et l'Ukraine représentaient respectivement 29 % et 40 % de l'offre totale mondiale du blé et de maïs en 2019, deux produits fortement dépendants de l'Afrique dans le Maroc fait partie. (EL YAMANI, 2023)

les impacts des chocs pluviométriques sur l'économie marocaine sont très considérables, la campagne agricole du Maroc a connu un certain nombre de périodes de sécheresse qui ont provoqué le déclin des zones humides et des réductions alarmantes des réserves d'eau dégager dans le rapport de suivi de la situation économique du printemps 2022 « la reprise tourne à sec » de la BM, mettant en danger l'agriculture irriguée et éventuellement d'autres secteurs économiques. La performance économique globale du pays a été affectée par la baisse notable de la productivité agricole provoquée par la sécheresse, le Maroc s'est accrue en raison de ces chocs hydrométéorologiques, et les tendances mondiales indiquent qu'en l'absence de politiques fortes de gestion de la demande, les remèdes techniques seuls ne pourront pas atténuer efficacement la pression sur des ressources en eau de plus en plus rares dus la volatilité de

l'environnement macroéconomique. Même grâce aux systèmes d'irrigation modernes les systèmes d'irrigation ont été développés avec succès au cours des dernières décennies et que le secteur agricole apporte une contribution modérée au PIB, les pratiques agricoles erratiques continuent d'être une source importante de valeur macroéconomique au Maroc, une tendance qui pourrait s'intensifier en raison de changement climatique. (BM, 2022/23)



Source: Ministère de l'équipement et de l'eau.



Source: Ministère de l'équipement et de l'eau.

Source : rapport de la BAM 2022/2023

La fréquence accrue des sécheresses et la pénurie croissante d'eau posent des risques importants pour l'économie, pouvant entraîner des pertes substantielles de PIB, affectant particulièrement les ménages ruraux et urbains vulnérables. Pour y remédier, le pays doit investir dans le stockage de l'eau, les infrastructures et la gestion de la demande afin de rationaliser la consommation d'eau. (FMI, 2023)

II-les politiques économiques face aux crises

1- La politique monétaire comme moyen de régularisation du système financier

La banque marocaine a décidé de maintenir le taux directeur de 3% pour l'année 2024. Après la crise de Covid 19 le système bancaire marocain a démontré une grande résilience face à cette nouvelle vague de perturbations et semble se préparer à relever ces défis. En outre, il est impératif de mettre en place d'autres mesures (telles que la réduction de la distribution des dividendes et l'optimisation des coûts, etc...). En outre, le système bancaire marocain joue un rôle crucial dans la stimulation de l'économie du pays. Le plan de relance global et intégré du gouvernement, qui vise à accompagner un redémarrage progressif de l'activité économique nationale avec une injection de liquidité estimée à 120 milliards de MAD, devrait continuer de

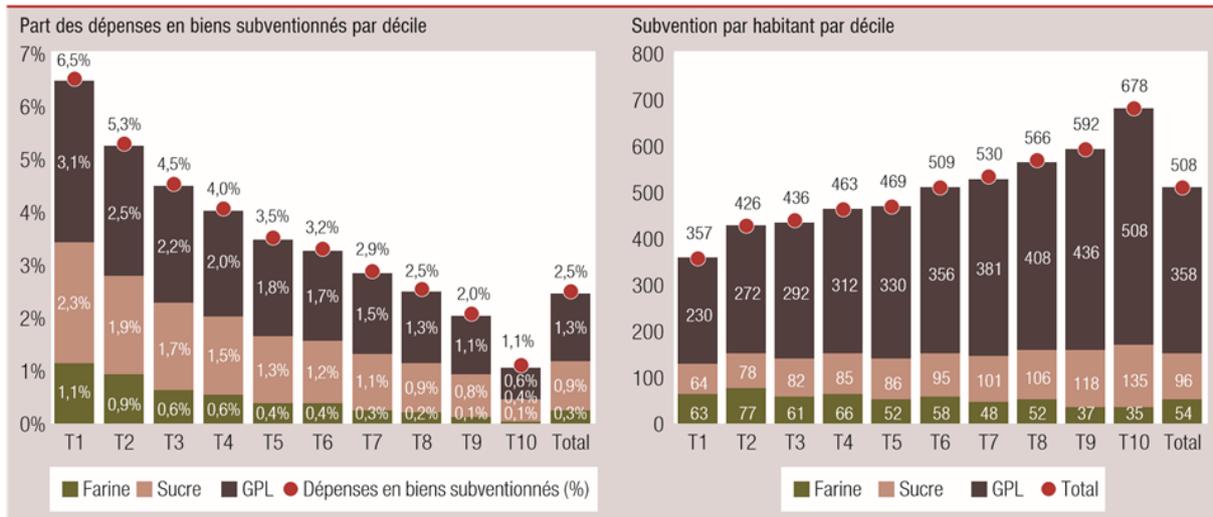
profiter au secteur bancaire. D'une part, la transmission vers l'économie réelle intervient en finançant le besoin en fonds de roulement des entreprises à travers une enveloppe de 75 milliards de dollars américains sous forme de crédits garantis. D'autre part, grâce à une enveloppe de 45 milliards de 6 MAD accordée au Fonds Mohammed VI, l'État prévoit de soutenir la reprise économique en favorisant l'investissement privé et public. (CDGCapital, 2021)

Le retrait des diverses mesures de soutien du dispositif de devrait marquer une nouvelle phase dans le secteur bancaire garantir la CCG et un environnement à faible taux. Il est probable que la fin du dispositif de garantie entraîne une réévaluation de la prime de risque de crédit et des changements après une année marquée par une forte évolution des crédits de trésorerie, de la lecture du risque de la part des banques et de leurs stratégies de crédit. De plus, nous surveillons l'impact des taux bas sur les activités de marché et leur impact sur les résultats. Les mesures de soutien prises par le gouvernement et la banque centrale. Pour donner aux banques la possibilité de reconstituer leur capital. Divers obstacles. La réglementation prudentielle des dix dernières années, qui a incité les banques à renforcer leurs fonds propres, a été efficace, démontrant ainsi sa solidité jusqu'à présent.

2- Résilience de l'épisode inflationniste 2022 causé par la guerre Ukraine-Russe

La maîtrise de l'inflation ne se limite pas dans une politique monétaire rationnelle (BM, 2022/23) surtout pour les prix des produits alimentaires, qui ne cessent pas d'augmenter à cause de l'instabilité politique internationale et particulièrement de la crise Ukrainienne-Russe. Dans ce contexte plusieurs politiques mises en place pour renforcer la sécurité alimentaire et réduire l'écart entre production et le prix de vente des produits alimentaires est de ces dérivés. Les politiques se diversifient entre la création d'un nouveau marché de gros avec une gestion modérée, l'engagement du ministère de l'agriculture avec « Asaar » une application assure une symétrie d'information entre les agriculteurs et les intermédiaires qui vise essentiellement à assurer une certaine sécurité alimentaire. (BM, 2022/23)

30 Les subventions aux prix au Maroc sont régressives



Source : Simulation pour 2021 à partir des données de l'Enquête Consommation et Dépenses des Ménages 2013/14, HCP. Calculs des auteurs.

Source : rapport de la BAM 2022/2023

3- Les politiques relatives au Marché de travail

En ce qui concerne les disparités entre les sexes sur le marché du travail, l'économie marocaine est aux prises avec un pourcentage élevé de jeunes inactifs, en particulier des femmes, qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ou ne suivent aucune formation NEET¹ jeunes déscolarisés inactifs. La disparité est évidente dans la plus faible participation des femmes au marché du travail malgré l'augmentation des inscriptions dans l'enseignement secondaire et supérieur. En 2018, les taux de chômage et de NEET des femmes étaient deux fois plus élevés que ceux des hommes. Cette situation est plus répandue parmi les femmes mariées avec enfants, les jeunes peu scolarisés et ceux issus de milieux modestes. La résolution de ces disparités nécessite des interventions politiques visant à créer des incitations et à fournir des services pour encourager l'entrée et le maintien des femmes marocaines sur le marché du travail, ce qui en fait une priorité du programme de réforme structurelle du pays.

4- Les démarches entreprendre pour faire face à la sécheresse

Le Maroc investit dans des projets de production d'eau non conventionnelle et développe une énergie verte compétitive pour renforcer sa croissance économique et sa souveraineté alimentaire. Le gouvernement suit une feuille de route volontariste pour doter le pays de réservoirs, rationaliser l'exploitation des ressources et relier les bassins excédentaires du Nord aux bassins déficitaires du Sud. Des investissements à grande échelle dans des projets de production d'eau non conventionnelle, tels que le dessalement et le traitement des eaux usées, sont en cours, notamment la construction de dix usines de dessalement pour augmenter la

¹ NEET : Not in Education, Employment or Training

production d'eau d'un milliard de mètres cube. Par ailleurs, le pays investit massivement dans la production d'énergies vertes compétitives, visant à tripler la capacité installée des parcs éoliens et solaires et à positionner le Maroc sur le marché de l'hydrogène vert. Ces efforts renforceront la souveraineté énergétique du pays et en feront un exemple en matière de préservation de l'environnement. (FMI, 2023)

L'investissement dans les secteurs agricoles et industriels est primordiale afin de stimuler la production locale tout en précisant le besoin d'importations. De plus, pour atténuer l'impact des pressions inflationnistes sur l'économie, les politiques visant à stabiliser les prix et à gérer l'inflation par des mesures de soutien aux ménages. De plus, les efforts visant à diversifier les sources d'importations et à renforcer les relations commerciales avec un plus large éventail de partenaires peuvent contribuer à réduire la dépendance à l'égard des marchés particuliers et à atténuer l'impact des fluctuations économiques mondiales. La mise en place de mesures visant à améliorer la gestion de l'eau et la résilience agricole peut également contribuer à atténuer l'impact de la sécheresse sur la production nationale et à réduire le besoin d'importations dans le secteur agricole. (HCP, 2023)

5 - Expérience sectorielle marocaine en contexte de la crise de Covid19

De nombreuses études ont cherché à comprendre l'impact de la crise sanitaire sur les entreprises marocaine. Les études menées par le Haut-commissariat au Plan, telles que celles d'avril 2020 et de janvier 2021, peuvent appuyer cette affirmation. La crise sanitaire a eu un impact négatif sur tous les indicateurs de mesure de la performance. Les TPE travaillant dans divers secteurs tels que la construction, les services et l'industrie ont connu une baisse de leur activité pendant la crise sanitaire. Pour cette catégorie d'entreprises, le recours au financement est augmenté. La crise de Covid 19 impacté négativement la survie et la pérennité des TPE ; La pérennité des secteurs du textile et de l'agro-alimentaire a été négativement affectée par les perturbations des délais de livraison et la baisse de la demande étrangère particulièrement de l'UE réduit leur activité. Pour les TPE opérant dans le secteur de la construction, s'agissant de la stabilité des chaînes d'approvisionnement, la baisse d'activité, des licenciements massifs. La somme accordée à l'investissement a également diminué, voire été suspendue, pendant la COVID-19. La COVID19 a eu un impact sur l'activité des très petites entreprises du Maroc. La baisse de ces indicateurs pour les secteurs de la construction, des services et de l'industrie démontre que la crise a eu un effet négatif sur les performances des TPE. Le gouvernement marocain a pris des mesures par le biais de Fonds Covid 19 comité de vielle économique, telles que *le report des déclarations fiscales (report de l'IS pendant 3 mois)*, report des cotisations patronales, *Damane Oxygène* (prêts prévus aux entreprises ne dépassant pas 500 millions de Dirhams).

Cependant, ces mesures n'ont pas réussi à modérer l'impact de la crise de la COVID19 sur les performances des TPE. Pour la plupart des entreprises fréquentées, le retour à un rythme d'activité normal est loin d'être à court terme. (Essanoussi., 2022)

Au niveau de Bank Al Maghrib, la baisse du taux directeur, triplements des opérations de refinancement, allongement des maturités, le report ou la suspension des échéances de crédits bancaires, baisse du coût de financement. Concernant la politique budgétaire guidé par la MEF, les mesures entreprendre c'est surtout le gel des rémunérations, réallocation des dépenses budgétaires vers la santé, rationnement importation et pour la politique de change, les mesures entreprendre par le MEF et la BM, c'est la réforme de régime de change, tirage LPL et la ligne de crédit banque mondiale. Toutes ces mesures employées pour aplanir la courbe de récession (Ait Ali, 2020). La réponse du Maroc à la pandémie met l'accent sur l'utilisation de technologies numériques pour lutter contre la détresse sociale et l'éducation, l'importance de se préparer aux catastrophes et l'importance des campagnes de sensibilisation citoyenne. Il est conscient de l'impact de la crise sur l'économie mondiale et nationale, mettant en avant l'importance d'une réponse médicale rapide et de l'adoption par les Marocains des nouvelles technologies. Malgré la persistance de la situation, la réponse est considérée comme répondant aux défis posés par la crise sanitaire (Ait Ali, 2020).

Par ailleurs, en raison d'une situation économique nationale et internationale incertaine, il est essentiel de prendre en compte la création du « Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du coronavirus », qui représente 3 % du PIB et reçoit la contribution de diverses organisations privées et publiques, comme un moyen de rassembler les risques. Il y a une conscience de l'interdépendance des différents secteurs, chacun d'entre eux étant directement ou indirectement affecté. Les mesures prises par les autorités répondent à la nature multiforme du choc, qui affecte à la fois l'offre et la demande sur le marché domestique et international. L'objectif de lisser l'atterrissage de l'économie et de lisser la courbe de la récession est donc identique à celui des aides aux ménages en situation précaire. L'utilisation du financement externe est également indispensable dans le cadre d'une stratégie globale de protection de l'économie contre les chocs externes qui touchent principalement les secteurs exposés sur le marché mondial et le tourisme, tout en préservant les équilibres externes en compensant une partie du recul des investissements directs étrangers et des transferts courants. Finalement, la politique monétaire offre une solution globale en simplifiant l'accès au financement afin d'aider les entreprises confrontées à des difficultés de trésorerie et en soutenant la demande en enregistrant les échéances de crédit. (Ait Ali, 2020)

- **Résilience du secteur touristique**

Les mesures entreprises dans le contexte du Covid 19 pour le soutien du secteur touristique c'était essentiellement le contrat programme 2020-2022 dédié au secteur touristique pour surmonter la crise de Covid 19 s'articule sur trois axes principaux à savoir : Préserver le tissu économique et l'emploi ; Accélérer la phase de redémarrage ; Poser les bases d'une transformation durable du secteur. La continuité du contrat programme 2020-2022 se traduit par un plan d'urgence, d'un budget de 2 milliards de dirhams a pour objectif, le prolongement de l'indemnité forfaitaire mensuelle nette de 2000 dirhams a été opéré, Report des charges dues à la CNSS pendant 6 mois, Etablissement d'un moratoire pour le remboursement des échéances bancaires, Prise en charge de l'Etat de la taxe professionnelle, Soutien de l'Etat aux établissements d'hébergement touristique d'un milliards de dirhams pour l'amélioration de l'offre et de la qualité de service. (MTAESS, 2024). La mise en œuvre de la stratégie de sauvetage a permis au secteur de surmonter la crise avec une performance exceptionnelle. D'après les données de l'Organisation Mondiale du Tourisme, fin de 2023, le tourisme international était à 88% du niveau pré-pandémique, avec 1,3 milliard d'arrivées internationales. Le Maroc dépasse cette moyenne mondiale, ce qui suggère une reprise totale de son secteur après la pandémie de Covid.

- **Plans de relance de secteur industriel**

La crise sanitaire liée au Covid-19, qui a déstabilisé toutes les branches de l'industrie, n'a pas épargné le secteur industriel. En effet, l'arrêt de plusieurs activités industrielles, la perturbation des chaînes d'approvisionnement et la baisse de la demande tant interne qu'externe ont contribué à l'arrêt de plusieurs activités industrielles, la perturbation des chaînes d'approvisionnement, et la baisse de la demande interne et externe ont tous contribué à des pertes importantes au niveau du secteur industriel. (MELLAH, 2022)

Le secteur industriel a également connu une faible offre de matières premières nécessaires à la production en raison de la hausse des prix causé par l'invasion de la Russie par l'Ukraine , de la faible demande et de la hausse constante des coûts d'exploitation .en conséquence , un faible approvisionnement en matières premières nécessaires à la production des hausses de prix , une faible demande et des coûts d'exploitation en constante augmentation .pertes et un effondrement majeur du secteur industriel . La stratégie ambitieuse du Plan de Relance Industrielle du Maroc est basée sur cinq axes stratégiques (ALHYANI ABDESSAMAD, 2023). L'objectif de cette approche est de revitaliser l'industrie du pays, en mettant l'accent sur l'emploi, l'innovation et la compétitivité à l'échelle mondiale. Le PRI 2021-2023 a établi cinq axes principaux afin de répondre à l'objectif de relance suite à la crise sanitaire de COVID-19.

Renforcement des Filières Industrielles ; Une approche nécessite une collaboration étroite avec les acteurs industriels afin de repérer et de surmonter les entraves de la croissance. Développement de l'Entrepreneuriat Industriel, l'objectif est de promouvoir l'entrepreneuriat dans le domaine industriel. Positionnement International qui tente de positionner le Maroc en tant que partenaire à l'échelle internationale. Décarbonation de la Production Industrielle : En mettant en place des méthodes de production plus écologiques, parmi les démarches entreprises dans cet axe « TATWIR - CROISSANCE VERTE » (MIC, 2024) . Innovation dans le Secteur Industriel : Le but est de convertir l'industrie marocaine en un centre d'innovation, capable de relever les défis de l'avenir, dont le ministère a lancé le programme en partenariat avec l'agence nationale pour la Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise « TATWIR – STARTUP ». Plan de développement des Centres Techniques Industriels CTI pour la période 2022-2025. Le plan vise à renforcer la mission d'intérêt général des CTI en développant des projets en collaboration avec les secteurs et les écosystèmes industriels, et à créer de nouvelles plateformes et services pour soutenir techniquement le développement de nouvelles activités industrielles, en accord avec la souveraineté industrielle, sanitaire et alimentaire. (MIC, 2024)

Les résultats du plan de relance industriel sont remarquables. Les exportations de biens ont connu une légère augmentation, avec une hausse de 0,2%, atteignant 429,3 milliards de dirhams, fin 2023. La principale raison de cette évolution réside dans l'augmentation des ventes dans les domaines de l'automobile, de l'électronique et de l'électricité, du textile et du cuir, ainsi que de l'aéronautique. En dehors de l'OCP, les exportations ont connu une augmentation de 12,8% à la fin de l'année 2023, atteignant 353,2 milliards de dirhams. (DEPF, 2024)

- **Les mécanismes d'amortissement de la crise du secteur immobilier**

Le secteur immobilier a subi des pertes remarquables après la crise sanitaire. Le secteur du bâtiment devrait continuer à se ralentir, une légère croissance de 0,4% en 2023 après une baisse de 3,6% en 2022. Cette situation est le résultat de l'augmentation des dépenses liées à la construction et à la propriété, ainsi que de la rigidification des conditions de financement, ce qui affaiblit la demande des particuliers pour les biens immobiliers une augmentation de 1,2% en 2023, tandis que le taux de l'année dernière s'élève à 2,4% (DEPF, 2024). Cependant, la branche des travaux publics pourrait en partie compenser la diminution du secteur du bâtiment, profitant de l'augmentation des investissements publics dans l'infrastructure (HCP, 2023).

Conclusion

Malgré la crise, le redressement se fait sentir. Les progrès économiques réalisés par le Maroc au cours des dernières décennies, ainsi que les défis persistants pour parvenir à une croissance inclusive, ont permis au Maroc de ressentir plus vivement les effets de la crise. Plusieurs facteurs caractérisent la redynamisation de l'économie marocaine en 2023. En premier lieu, l'amélioration des perspectives économiques mondiales, en particulier chez les principaux partenaires commerciaux, devrait stimuler la demande d'exportations du Maroc, améliorant ainsi l'offre exportable du pays. De plus, l'amélioration prévue de la saison agricole et la réduction des besoins en importations d'animaux vivants devraient limiter la dépendance à l'égard des importations dans ce secteur de produits. En outre, la croissance des exportations de biens et de services devrait être soutenue par l'apaisement des pressions inflationnistes sur les marchés mondiaux, notamment en ce qui concerne les prix des matières premières, et l'amélioration des conditions d'approvisionnement. Par ailleurs, la redynamisation de l'économie est également soutenue par les performances de secteurs clés tels que les industries mondiales, l'agriculture, l'agroalimentaire et le textile, ainsi que par la reprise attendue des exportations de phosphate et de ses dérivés. L'économie marocaine en 2023 a été davantage soutenue par l'augmentation favorable du PIB nominal national et de la consommation nationale finale, ainsi qu'une augmentation du taux d'épargne intérieure. (HCP, 2023)

Les prévisions économiques pour l'année 2024 montrent que les activités primaires et tertiaires contribueront à revitaliser l'économie nationale. Malgré que la production agricole doive augmenter, le secteur de l'élevage rencontrera des défis. La demande internationale et les prix des matières premières auront un impact sur les activités non agricoles. Bien que la construction continue de décliner, le tertiaire devrait stimuler la croissance économique. La demande intérieure devrait augmenter et la consommation des ménages devrait s'améliorer légèrement. Bien que la situation économique soit difficile, il est prévu que le déficit commercial diminue et que les finances publiques progressent. La nécessité de surmonter la stagnation technologique est une priorité, améliorer l'intégration industrielle et d'allouer plus efficacement les ressources pour résoudre les problèmes de productivité. (HCP, 2023)

Le Maroc a entrepris des réformes ambitieuses pour lancer un nouveau modèle de développement et promouvoir une croissance plus forte, résiliente et inclusive. Le pays a annoncé une importante vague de réformes visant à faciliter la transition vers un « nouveau modèle de développement ». Ce nouveau modèle met l'accent sur l'importance croissante des investissements du secteur privé, de l'accumulation de capital humain, d'une plus grande participation des femmes à l'économie, d'un système de protection sociale efficace et d'un

secteur financier alliant stabilité et dynamisme. Pour cela, il est opter pour des réformes stratégiques et à renforcer la cohérence des réformes par rapport au climat économique national et international. Dans ce contexte, il sera essentiel de maintenir en permanence l'orientation des politiques publiques aux fluctuations de l'activité économique. Par ailleurs, la Commission sur le nouveau modèle de développement au Maroc (proposer un nouveau cadre de développement dans le but de remédier aux fragilités provoquées par les changements qui ont marqué le contexte socioéconomique du Maroc au cours des deux dernières décennies et les nouveaux défis qui en ont découlé. Le nouveau modèle de développement, publié en mai 2021, définit quatre principaux axes de transformation pour réaliser des progrès soutenus au niveau économique, humain, social et territorial d'ici 2035) a défini une série d'objectifs quantitatifs, notamment doubler le PIB par habitant et le taux d'activité des femmes d'ici 2035, réduire la part de l'emploi informel de 60% à 20% et augmenter la part de l'emploi informel. D'énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie de 11% à 40% (FMI, 2023). Ces réformes s'inscrivent dans le cadre des efforts du Maroc visant à rendre la croissance plus durable et inclusive, en mettant l'accent sur l'amélioration du filet de sécurité sociale, les résultats scolaires, la promotion de l'entrepreneuriat privé et de l'accès au financement, l'offre de davantage d'opportunités aux femmes et aux jeunes et l'atténuation des effets du changement climatique. Les démarches gouvernementales ont réussi d'atténuer les conséquences de la crise ou bien engendraient-elles une prochaine crise d'endettement pour les bénéficiaires affectant davantage leurs liquidités et par conséquent leurs solvabilités ? Vu La nécessité d'orienter la recherche et l'expertise dans le domaine de la gestion de la crise. Les principaux défis auxquels notre nation ont confrontées ce sont de renforcer sa capacité à résisté aux menaces extérieures. Ces défis soulignent la nécessité de stratégies globales pour faire face aux risques liés au climat et aux politiques macroéconomiques afin de favoriser un développement économique durable et inclusif au Maroc.

Bibliographie

- Ait Ali, A. B. (2020, avril). La stratégie du Maroc face au Covid 19. *POLICY PAPER FOR DE NEW SOUTH*, pp. 07-20.
- ALHYANI ABDESSAMAD. (2023). Évolution et Perspectives des Stratégies Industrielles au Maroc (2005-2023).
- BAM. (2009). *le Maroc face à la crise et l'après crise*. BANK AL-MAGHRIB : Direction des Etudes et des Relations Internationales.
- Bani, I. G. (2024, Février 12). Tourisme au Maroc : Résilience remarquable post-Covid, mais des nuances dans les chiffres (Analyse).
doi:<https://portailsudmaroc.com/actualite/25114/tourisme-au-maroc-rsilience-remarquable-post-covid-mais-des-nuances-da>
- BM. (2022/23). *Rapport de suivi de la situation économique : le Maroc face au chocs d'offre*. Groupe de la banque mondiale.
- CDGCapital. (2021). *Le secteur bancaire marocain face à la crise*. CDGCAPITAL.
- DEPF. (2024). *Note de conjoncture*.
- EL YAMANI, J. (2023, Septembre). La guerre en Ukraine et l'économie marocaine : Étude des répercussions sur le pouvoir d'achat. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, , pp. 223-239.
- Essanoussi., N. (2022). Impact de la COVID19 sur la performance des TPE de la région Fès-Meknès :. *International Journal of Accounting*,, pp. 242-259.
- FMI. (2023). *Le Maroc en quête d'une croissance plus forte et plus inclusive*. Washington: Fond Monétaire International.
- Gallissot, R. (1976). le Maroc et la crise. *Revue d'histoire: l'afrique et la crise de 1930*, pp. 232-233.
- HCP. (2023). *Budget économique exploratoire 2024 : la situation économique en 2023 et ses perspectives en 2024*. Haut Commissariat au Plan.

MELLAH, H. &. (2022). une sortie de crise vers un transformation strecturelle. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, , pp. 170-186.

MIC. (2024). *Programmes d'appui et d'accompagnement*. Récupéré sur <https://www.mcinet.gov.ma/fr/actualites/signature-dune-convention-cadre-pour-la-mise-en-oeuvre-du-nouveau-plan-de-developpement>

MTAESS. (2024). *Contrat programme 2020-2022 pour le soutien et la relance du secteur touristique*. Récupéré sur <https://mtaess.gov.ma/fr/tourisme/strategie/>